

## **Objectifs de la formation**

La licence de droit vise à former les étudiants aux fondamentaux des sciences juridiques et sociales. Elle poursuit notamment les objectifs suivants :

### **Objectifs pédagogiques :**

#### **1. Acquisition des connaissances de base**

- Maîtriser les grands principes du droit (droit civil, droit constitutionnel, droit administratif, droit pénal, droit international, droit européen, etc.).
- Comprendre l'organisation des institutions politiques, judiciaires et administratives.

#### **2. Développement des compétences méthodologiques**

- Apprendre à analyser et interpréter un texte juridique (constitution, loi, règlement, jurisprudence, doctrine).
- S'exercer aux exercices théoriques et pratiques du juriste : commentaire d'arrêt, dissertation juridique, cas pratique.
- Développer la capacité de recherche, de structuration et d'argumentation.

#### **3. Renforcement des aptitudes transversales**

- Maîtrise de la langue et des techniques d'expression écrite et orale.
- Développement de l'esprit critique et de la rigueur intellectuelle.
- Initiation aux langues étrangères appliquées au droit (souvent l'anglais juridique).

#### **4. Préparation à la poursuite d'études ou à l'insertion professionnelle**

- Préparer aux masters de droit, aux concours (CRFPA, ENM, concours de la police, DESN, enseignement, etc.), aux instituts d'études judiciaires ou politiques.
- Donner des bases exploitables pour des métiers du secteur public ou privé (banques, assurances, ressources humaines, immobilier, notariat, etc.).

### **Objectifs institutionnels**

La licence de droit a également une mission plus large au sein de l'Université et de la société :

#### **1. Former des citoyens éclairés**

- Sensibiliser aux valeurs démocratiques, aux libertés et droits fondamentaux et à la citoyenneté.
- Donner une culture juridique commune, utile même en dehors d'une carrière de juriste.

## **2. Assurer la continuité du système éducatif**

- Constituer un premier cycle universitaire garantissant une formation généraliste en droit.
- Offrir un cadre pour l'orientation progressive des étudiants vers les spécialisations du deuxième cycle (master).

## **3. Répondre aux besoins de la société et du marché du travail**

- Mettre à disposition des institutions publiques et privées des diplômés ayant une culture juridique solide.
- Former des personnes capables d'occuper des fonctions d'encadrement, de conseil ou d'analyse.

## **4. Participer à la mission de recherche et de diffusion du savoir**

- Initier les étudiants à la réflexion scientifique sur le droit.
- Nourrir le lien entre enseignement, recherche et pratique professionnelle.

## **Inscription de la formation dans les orientations pédagogiques et les priorités de l'établissement**

**L'université Paris 8 tend tout d'abord à former des étudiants pour qu'ils puissent s'insérer correctement sur le marché du travail et les encourage à développer une pensée autonome et critique face aux grandes évolutions sociales, économiques ou encore culturelles.** C'est précisément dans cette orientation que s'inscrit la licence de droit. Elle tend, en effet, à assurer aux étudiants une solide formation dans les différentes branches du droit. Elle a pour objectif la maîtrise des fondamentaux du droit, qu'il s'agisse du droit privé, du droit public, du droit international privé comme publique ou encore de l'histoire du droit. Le but est de permettre aux étudiants de comprendre les phénomènes économiques et sociaux grâce aux compétences méthodologiques et aux connaissances acquises au cours des trois années de licence.

**L'Université Paris 8 promeut l'ouverture disciplinaire et la pluridisciplinarité.** La licence de droit ne vise pas uniquement à faire des étudiants de bons juristes. Elle tend aussi à leur donner une

ouverture sur le monde. Dans cette perspective les étudiants suivent des enseignements en science politique et en sociologie (histoire des idées politiques, introduction à la sociologie ou encore introduction à la science politique) ou encore en anglais juridique.

**L'Université Paris 8 encourage la professionnalisation et l'insertion.** Il est prévu dans le cadre du parcours de licence un EC expérience professionnelle qui consiste en un stage 150 H ou un projet tuteuré ou un EC engagement. Cet EC vient conclure le cursus, ce qui favorise la mise en pratique des compétences acquises au cours des trois années de licence. La formation accorde tout au long des trois années de licence une place importante au projet professionnel des étudiants. Ceux-ci sont invités dans le cadre de leur parcours à choisir dans le cadre d'un EC libre en L2 entre 1° assister à la journée des métiers qui vise à les informer sur les différentes professions accessibles après un cursus en droit, 2° renforcer leurs compétences en français, ce qui sera indispensable dans le cadre de leur future pratique professionnelle, 3° être confrontés à la réalité du terrain dans le cadre d'un EC engagement. En outre, les cours combinent classiquement les enseignements magistraux et les travaux dirigés, ces derniers permettant la mise en pratique des compétences juridiques.

## **Cohérence et complémentarité de la formation avec les formations voisines du 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> cycle**

La licence de droit de l'université Paris 8 a été conçue pour s'articuler naturellement avec les formations voisines du premier et du deuxième cycle, de manière à offrir une progression cohérente et des complémentarités réelles.

**Dès la première année, elle pose un socle commun de connaissances en droit privé et en droit public, indispensable à tout parcours juridique ultérieur.** Cette base solide permet aux étudiants de circuler aisément vers d'autres licences proches – par exemple en science politique ou en économie – qui partagent avec elle un intérêt pour l'analyse des institutions, des normes et des mécanismes sociaux. L'ouverture de la licence à des disciplines connexes, comme la science politique ou la sociologie facilite d'ailleurs ces passerelles. Un étudiant peut ainsi, au fil de son cursus, renforcer ou réorienter son projet vers des domaines voisins sans rupture, puisque les méthodes et certains contenus sont déjà communs.

**La formation met également l'accent sur des compétences transversales** – méthodologie juridique qui est intégrée dans chacun des enseignements suivis par les étudiants, anglais juridique, maîtrise des outils numériques, notamment, qui constituent autant de points de contact avec d'autres licences de sciences humaines et sociales. Les modules spécifiques tels que l'« EC libre » de L2 laissant le choix aux étudiants entre 1° assister à la journée des métiers qui vise à les informer sur les différentes professions accessibles après un cursus en droit, 2°

renforcer leurs compétences en français, ce qui sera indispensable dans le cadre de leur future pratique professionnelle, 3° être confrontés à la réalité du terrain dans le cadre d'un EC engagement» aident les étudiants à affiner leur orientation, en leur donnant une vision claire des choix possibles au sein du premier cycle et en préparant dès la L2 et la L3 une éventuelle spécialisation.

**Cette logique de continuité se retrouve tout autant dans la transition vers le deuxième cycle.**

Les masters de l'UFR de droit – qu'ils relèvent du droit privé, du droit public, du droit international ou de champs plus ciblés comme le droit de la santé ou les affaires – requièrent une parfaite maîtrise des fondamentaux, une capacité d'analyse de la jurisprudence et une aisance dans les exercices pratiques (commentaire d'arrêt, cas pratique, dissertation). Autant de compétences que la licence développe progressivement à travers les travaux dirigés, le stage 150 H, le projet tuteuré ou l'EC engagement. L'initiation à l'anglais juridique et aux outils numériques constitue, elle aussi, une préparation directe aux exigences des masters, qui demandent souvent une ouverture internationale et l'usage d'outils numériques de recherche ou de gestion documentaire.

**Enfin, la dimension professionnalisante de la licence complète l'approche des masters, comportent eux-mêmes des périodes en milieu professionnel, notamment par l'alternance.** Les étudiants arrivent ainsi au deuxième cycle avec une expérience pratique et une capacité de réflexion qui facilitent leur insertion dans des formations plus spécialisées, qu'elles soient orientées vers la recherche ou vers la pratique professionnelle.

En réunissant un socle disciplinaire large, une ouverture vers les sciences sociales, des compétences transversales et une première expérience du terrain, la licence de droit de Paris 8 se révèle donc parfaitement cohérente avec les autres formations de premier cycle et offre une transition fluide et complémentaire vers l'ensemble des masters juridiques et pluridisciplinaires de l'Université.

## **Opportunité de la formation au regard des enjeux sociétaux**

### **En ce qui concerne les enjeux sociaux auxquels répond la licence de droit :**

La licence de droit de l'université Paris 8 répond d'abord à un enjeu fort de démocratisation de l'enseignement supérieur. Située en Seine-Saint-Denis, elle s'adresse à un public très divers et vise à rendre le droit plus accessible et compréhensible pour toutes et tous. Elle participe ainsi à l'objectif d'égalité des chances et d'accès au savoir juridique. Les enseignants intervenant au cours des trois années de licence sont très investis auprès des étudiants et à leur écoute pour les aider à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent.

La licence de droit de l'université Paris 8 sensibilise également les étudiants sur les droits et libertés. Un cours magistral assorti de travaux dirigés est ainsi prévu en L3. D'autres enseignements abordant ces thématiques sont prévus tout au long des trois années de licence (droit constitutionnel, droit de l'Union européenne, droit du travail)

Un autre enjeu social important est le renforcement de la citoyenneté et de l'engagement démocratique. Les étudiants y acquièrent une compréhension approfondie des institutions, de la hiérarchie des normes et des libertés publiques, ce qui les prépare à défendre l'État de droit et à participer pleinement à la vie démocratique.

La dimension internationale occupe également une place notable, avec des enseignements en droit européen et international. Cette ouverture permet d'aborder des problématiques contemporaines comme la mondialisation, la coopération juridique ou les enjeux climatiques et environnementaux.

Enfin, la licence prépare concrètement à l'insertion professionnelle. Elle offre une base solide pour les métiers juridiques traditionnels — avocat, magistrat, juriste d'entreprise, fonction publique — une ouverture sur les métiers moins connus, grâce notamment à la journée des métiers, tout en sensibilisant les étudiants aux évolutions récentes, avec par exemple un EC « enjeux juridiques de la transition écologique » ou encore un EC « compétences numériques ».

Dans l'ensemble, la formation se veut socialement engagée, attentive aux transformations du monde contemporain et à la préparation de juristes capables de s'adapter aux évolutions de la société. La licence de droit de l'université Paris 8 répond à une demande constante de juristes capables d'analyser des situations complexes dans un monde marqué par la mondialisation, la transition écologique, la révolution numérique et les transformations du travail. En plaçant l'étude du droit au croisement des sciences sociales, avec des enseignements, de science politique, de sociologie et d'anglais juridique, la licence prépare des diplômés aptes à comprendre les interactions entre normes juridiques, réalités économiques et faits sociaux. Cette approche interdisciplinaire correspond aux attentes d'acteurs privés, d'institutions publiques, d'associations, de collectivités territoriales ou d'organisations internationales qui recherchent des professionnels capables d'articuler le droit avec notamment les politiques publiques, la régulation environnementale, la protection des droits fondamentaux.

#### **En ce qui concerne les besoins économiques auxquels répond la licence de droit :**

La licence de droit de l'université Paris 8 répond d'abord à la demande constante de juristes qualifiés dans de nombreux secteurs. Les entreprises, les cabinets d'avocats, les collectivités locales et l'administration publique recherchent des professionnels capables de sécuriser des contrats, de gérer des contentieux et de veiller au respect des réglementations.

Par ailleurs, les grandes évolutions actuelles comme la numérisation des échanges, la protection des données, le développement du commerce en ligne ou encore la montée en puissance des questions de propriété intellectuelle n'impliquent pas la formation de purs spécialistes de ces questions. Il est nécessaire de former des étudiants capables de s'adapter ce qui suppose une maîtrise d'un socle de compétences fondamentales, ce que les cours de L1, L2 et L3 ont vocation à leur fournir.

Enfin, l'ouverture au droit européen et international prépare les étudiants à accompagner les acteurs économiques confrontés à des situations d'extranéité, à se familiariser avec les grandes questions posées par le commerce international ou la coopération juridique internationale, ce qui correspond à la mondialisation des échanges.

En somme, cette licence fournit les compétences juridiques attendues par les milieux économiques privés et publics, en tenant compte des transformations technologiques et de la diversification des activités économiques.